

L'élection de Macron : le glas de la démocratie

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 20 avril 2017

Il se peut que les observateurs qui, suivant les sondages qui donnent Emmanuel Macron vainqueur de la présidentielle de 2017 n'aient pas compris ce qu'une telle victoire aurait de subversif pour la démocratie française.

Certes, formellement, l'élection serait régulière.

Mais elle aurait été obtenue à un prix qui ne pourrait laisser qu'un goût amer.

Une manipulation judiciaire

D'abord la manipulation judiciaire partie de l'Elysée qui a abouti à affaiblir considérablement François Fillon. Une fois posé l'usage de l'alternance démocratique, depuis longtemps admis dans notre pays, il paraissait naturel qu'après un quinquennat de Hollande particulièrement désastreux – au point d'interdire au sortant de se représenter- le candidat de la droite de gouvernement, François Fillon, désigné au terme d'une primaire incontestée, prenne la relève avec ses équipes.

Pour des raisons qui restent à éclaircir, Hollande et son entourage ne l'ont pas admis. Turpitudes à cacher, affaiblissement du sens républicain, égoïsme sordide, Hollande a décidé de remettre en cause cet usage en mettant tous les moyens de l'État, les moyens judiciaires en premier lieu, en marche pour détruire l'image du candidat dans l'opinion, dans l'espoir de conserver l'Etat PS qu'il avait mis en place.

S'il est vrai qu'au début, Hollande a espéré réaliser cette opération pour lui-même, son retrait et la faiblesse du candidat socialiste ont fait qu'elle a profité à Emmanuel Macron. Ce dernier ne pouvait pas ne pas être au courant de ces manigances : proche de Jean-Pierre Jouet, secrétaire général d'Elysée que l'on dit au centre de la manœuvre, ayant eu le secrétaire général adjoint Boris Vallaud, mari de Najat Vallaud-Belkacem comme chef de cabinet à Bercy, quand il était à la tête d'une administration fiscale qui n'a pas de secret pour son patron, le candidat Macron apparaît au cœur d'une manipulation dont il est le premier bénéficiaire.

Est-il utile de dire qu'en ayant la haute main sur le parquet financier, qu'il a créé et où il a effectué les premières nominations, et en permettant son instrumentalisation politique, Hollande n'a pas respecté, c'est le moins qu'on puisse dire, l'article 64 de la Constitution selon lequel « le président de la République est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire ? »

On pourra alléguer que Francis Fillon aurait pu se défendre mieux. Il reste que la manœuvre qui a déstabilisé sa candidature est sans précédent dans une République où le pouvoir judiciaire était tenu par la loi et par la coutume à l'écart de la politique et où les présidents de la République successifs n'avaient jamais dans le passé utilisé de tels moyens.

Une presse dont le pluralisme est évacué

L'autre dévoiement auquel Macron devrait, s'il était élu, son élection, est la quasi-unanimité de la presse écrite et audio-visuelle en sa faveur – contre François Fillon.

Cela aussi est sans précédent dans la démocratie française.

L'affaire Fillon n'aurait pas eu le retentissement que l'on sait si la presse ne s'en était délectée hors de toute mesure, pendant des semaines et des semaines, avec une insistance sans proportion avec la gravité toute relative des faits.

Une telle unanimité tient sans doute à la sociologie journalistique dont la formation orientée et l'esprit grégaire tel qu'il s'est développé dans les écoles de journalisme et les salles de rédaction, plus le terrorisme intellectuel interne au milieu, assurent une large majorité aux plumes de gauche et d'extrême-gauche, même dans les journaux classés à droite, dont témoignent tous les sondages

Elle tient aussi à l'accaparement des médias par des groupes financiers diffusant presque tous une idéologie libérale-libertaire, compatible avec la gauche, et qui pouvait être hostile à ce que représente François Fillon : la bourgeoisie catholique enracinée de filiation gaulliste. On sait les sentiments favorables pour Macron de gens comme Pierre Bergé et Xavier Niel, patrons du *Monde* et de *l'Obs*, Bernard Arnault, patron des *Echos* et du *Parisien*, Vincent Bolloré, patron de *Canal Plus*, François Pinault, patron du *Point* et naturellement des patrons de toutes les chaînes publiques. On sait aussi par quelles manœuvres Macron ministre des finances s'est acquis l'appui de Patrick Drahi bénéficiaire d'une autorisation d'achat de SFR qui représente un avantage de plusieurs milliards et qui possède, *BFM*, *Libération*, *L'Express*. Le candidat Macron s'est attiré d'autres sympathies moins connues dans la presse régionale : Jean-Michel Baylet, Michel Lucasa.

Nous savons depuis deux siècles que la démocratie est inséparable du pluralisme de la presse. Cette unanimité des médias en faveur d'un seul candidat, au détriment des dix autres, est le signe d'une dégénérescence profonde de notre héritage démocratique. Il y a un précédent, l'unanimité de la presse nord-américaine en faveur d'Hillary Clinton. Elle n'a certes pas empêché Trump d'être élu mais elle l'empêche de gouverner. Là aussi une vieille démocratie est en train de déraper dangereusement.

A l'appui de la presse s'ajoutent les moyens financiers colossaux dont semble bénéficier le candidat Macron et dont l'origine demeure mystérieuse. Là aussi nous nous trouvons en rupture avec une époque où la répartition de ces moyens n'était certes pas égalitaire mais où elle était plus équilibrée.

A ces deux dimensions qui ont infléchi le résultat des urnes, s'ajoutent, dans une pénombre plus difficile à scruter, les pressions internationales qui s'exercent en faveur de Macron, soldat sans états d'âme de tous les réseaux qui se sont attachés au fil des ans à réduire la souveraineté de la France : OTAN (avec ses têtes nord-atlantiques pro Clinton), Union européenne, Allemagne, sans compter les réseaux propres à la haute finance dont le candidat est issu.

Perméabilité d'une personnalité apte à se plier à tous les conditionnements et qui semble à bien des égards immatures ? Conditionnement propre à la dernière génération de Sciences Po, style Richard Descoings ? Exigences impitoyables de certains commanditaires hors du champ des radars ? Il faut bien dire que, sur aucun sujet, Macron n'a pris la moindre distance par rapport aux idées dominantes dans le monde occidental : immigration, euro, russophobie, libre-échange, éducation, idées libertaires etc. Au point d'apparaître comme un candidat formaté à l'avance pour imposer à la France ce qui dans la plupart des domaines suscite le rejet du peuple.

Connaissant ces rejets de plus en plus violents, qu'attestent de nombreux sondages, les forces qui appuient Macron semblent avoir choisi de passer outre, de passer à la vitesse supérieure pour imposer aux Français un

président qui reflète leurs idées : celles des maîtres du monde. En raison de la difficulté même de l'entreprise, ils n'ont pas lésiné sur les moyens.

Ce sont ces moyens qui ont permis au candidat Macron, grâce à des méthodes de communication adaptées et sans doute cher payées, quoique parfois ridicules, de faire illusion au point que la distance abyssale entre ses vraies idées et les aspirations profondes du peuple français n'apparaisse pas au grand jour.

Rien ne dit que leurs yeux ne s'ouvriront pas avant le second tour. Il est dans la logique de la Ve République telle que l'a voulue le général de Gaulle que le peuple français n'élise pas son président sans un face à face ultime où il regarde les yeux dans les yeux celui auquel il va confier son destin. Mais si d'aventure tel n'était pas le cas, et que Macron soit quand-même élu, le réveil serait rude. Les Français ne pourraient qu'avoir le sentiment de s'être fait forcer la main avec de moyens déloyaux. Comment ne verraient-ils pas dans cette élection un véritable hold-up sur la république ? Compte tenu de la place de la France dans l'histoire de la démocratie, ce serait là le signe d'une crise grave de celle-ci. Il n'est pas sûr qu'une telle élection acquise avec de tels moyens, ne prélude pas à un rejet violent et rapide du nouveau président.